



L'immobilier, terre d'accueil de politiques en quête de reconversion

Action Logement, Nexity ou Barnes représentent autant de bases de repli pour des responsables politiques et leurs anciens collaborateurs.



Virginie Calmels, ancienne vice-présidente de la métropole de Bordeaux et, surtout, première adjointe au maire Alain Juppé, a quitté la politique en février. Dès le 11 mars, elle a pris la tête du réseau d'agences immobilières de luxe Barnes et de sa branche hôtelière. MEHDI FEDOUACH / AFP

Ils ont été ministres, députés, élus de grandes métropoles, hauts fonctionnaires, membres de cabinets ministériels et ont dû se reconvertir à la suite d'un changement de gouvernement, d'une élection perdue ou par envie de changer d'air. L'immobilier est une terre d'accueil pour ces anciens – et parfois ces déçus – de la politique.

Virginie Calmels, ancienne vice-présidente de la métropole de Bordeaux et, surtout, première adjointe au maire Alain Juppé, un temps pressentie pour lui succéder, a quitté la politique en février, juste après que M. Juppé, appelé au Conseil constitutionnel, a été remplacé par Nicolas Florian (Les Républicains).



[Visualiser l'article](#)

Dès le 11 mars, elle a pris la tête du réseau d'agences immobilières de luxe Barnes et de sa branche hôtelière. Elle dénonçait, le 14 février, devant les conseillers municipaux bordelais, « *la vie publique délétère, la violence, le discrédit des politiques, la stigmatisation des élites...* », selon ses propos rapportés par le quotidien régional *Sud Ouest*. Jointe, M^{me} Calmels tient à préciser : « *Pour moi, ce n'est pas une reconversion. J'étais chef d'entreprise et le suis à nouveau. J'ai toujours considéré mon engagement politique de cinq ans comme une mission, non un métier.* »

De son côté, Thibault de Saint Vincent, son nouvel employeur, confie : « *J'étais plutôt réticent devant ce profil politique. Je cherchais un chef d'entreprise. Et c'est justement la femme d'affaires directe et efficace qui nous a séduits* », explique-t-il. La rémunération de la nouvelle directrice générale est plus proche de celle qu'elle percevait chez Endemol, et évidemment très supérieure à ses indemnités d'élue locale. Le fil n'est cependant pas tout à fait rompu avec la politique, ne serait-ce que par les fonctions qu'occupe son mari, Jérôme Chartier, élu régional d'Ile-de-France, et parce que M^{me} Calmels reste élue d'opposition au conseil métropolitain de Bordeaux.

« On m'attend au tournant »

Benoist Apparu, ancien ministre délégué au logement du gouvernement Fillon III, avait décidé de ne pas se présenter aux législatives de mai 2017, en raison du non-cumul des mandats. Depuis cette date, il dirige la filiale d'Action Logement (ex-1 % logement) consacrée à l'habitat intermédiaire, qui compte 750 salariés.

« *Le job de dirigeant d'entreprise n'est pas très différent de celui de maire ou de ministre, assure-t-il. Il faut avoir un projet stratégique, le faire partager et embarquer avec soi toutes les équipes. Comme j'ai été homme politique, on m'attend au tournant, avec le préjugé que les ministres ne savent rien faire... Mais c'est une fonction très difficile. Dans le privé, c'est plus rapide et simple.* » Il reconnaît être sollicité par d'autres entreprises, « *où [il] pourrai [t] gagner deux à trois fois plus* ». Mais lui aussi a conservé un pied dans la politique, comme maire de Châlons-en-Champagne (Marne), élu depuis 2014.

L'ex-premier ministre François Fillon lui-même a choisi un fonds d'investissement, Tikehau Capital, à l'origine centré sur l'immobilier, avant de se diversifier

Action Logement représente d'ailleurs une base de repli pour d'anciens collaborateurs de ministre. C'est le cas de Koumaran Pajaniradja, ex-chef de cabinet de Jacques Mézard (cohésion des territoires), devenu directeur général de sa branche immobilier ; d'Isabelle Le Callennec, filloniste non réélue aux législatives de 2017, qui y dirige la branche développement urbain, ou de Sophie Donzel, ancienne chef de cabinet de l'ex-ministre du logement Emmanuelle Cosse, à la direction régionale Grand Ouest.

François Fillon lui-même a choisi un fonds d'investissement, Tikehau Capital, à l'origine centré sur l'immobilier, avant de se diversifier. Dès septembre 2017, l'ancien premier ministre et candidat malheureux à la présidentielle de 2017 en devenait le trentième associé, les dirigeants ne cachant pas leur intérêt pour « *son expérience internationale* », dont son carnet d'adresses.

« Savoir parler le langage des élus est un atout »

Le promoteur Nexity, leader de son secteur, constitue aussi un refuge accueillant pour ex-collaborateurs d'hommes politiques. Fabrice Aubert y a commencé sa carrière avant d'être appelé comme conseiller à l'Elysée en 2017 et 2018. Il vient d'y retourner en janvier. « *C'est un énarque brillant* », explique Alain Dinin, PDG de Nexity, *et j'en ai deux autres, mais trois, ça suffit...* »

www.lemonde.fr
Pays : France
Dynamisme : 0



Page 3/3

[Visualiser l'article](#)

Nexity emploie aussi Véronique Bédague, ex-directrice de cabinet de l'ancien premier ministre Manuel Valls, et Jean-Luc Porcedo, ex-collaborateur de Claude Bartolone, qui fut président du conseil général de Seine-Saint-Denis. « *Savoir parler le langage des élus est un atout dans nos métiers d'aménageur et de promoteur* », soutient M. Dinin.

Emmanuelle Cosse, dernière ministre du logement sous François Hollande, battue aux législatives de 2017, est devenue consultante au service des acteurs immobiliers, promoteurs, collectivités locales... et ne manque pas de sollicitations : « *Les groupes français hésitent à embaucher des politiques pour des raisons d'image, alors que cela ne pose aucun problème dans beaucoup d'autres démocraties* », explique M^{me} Cosse. *Il ne faut pas réduire les personnalités politiques à leurs réseaux.* »

L'ancien préfet de la région Rhône-Alpes (2010-2015) puis de la région Ile-de-France (2015-2017), le bouillonnant Jean-François Carencu, sollicité pour devenir le secrétaire général du promoteur Altarea Cogedim, en a, lui, été empêché, courant janvier 2019, par un veto prévisible de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique : « *C'est dommage. Cela aurait été un beau challenge* », regrette-t-il.